

CIBLE

Schengen

E ntrés en vigueur le 26 mars, les accords de Schengen sont à l'image d'une Europe qui est toujours plus et moins qu'elle-même. En l'occurrence, c'est le mode mineur qui prédomine puisque sept pays seulement ont décidé de constituer cet espace de libre circulation pour leurs ressortissants.

Il faut en outre regarder les deux faces de la médaille. Les avantages sont minimes, puisque les contrôles aux frontières nationales étaient déjà d'une grande souplesse pour les habitants de l'Union européenne. Les inconvénients sont majeurs : le refus d'entrée dans l'espace Schengen opposé par un pays vaut pour tous les autres ; le contrôle policier fait planer le risque de refus arbitraires et d'atteintes aux droits des personnes puisqu'il n'est pas soumis à l'autorité judiciaire, ni à une Commission Informatique et libertés ; certains États, dont la France, se sont réservés le droit de contrôler les citoyens sur de larges bandes de territoires frontaliers.

A partir de là toutes les dérives sont possibles - et probables.

MODERNITÉ

MENACES SUR LA DÉMOCRATIE

Institutions

Quelle dérive ?

p. 3

Société

Printemps de luttes

p.12

Le racisme banalisé

Beaucoup de Français n'hésitent plus à se dire racistes. Le pessimisme du constat doit réveiller la volonté critique et agissante.

Une pluie de statistiques et de sondages illustre le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme : 65 % des Français seraient « pas très », « un peu » ou « plutôt » racistes, et estimeraient (pour 62 %) qu'il y a trop d'Arabes ou (pour 59 %) trop de musulmans.

Ce sondage est à prendre avec d'extrêmes précautions puisque, paradoxalement, les associations antiracistes recueillent 67 % d'opinions favorables - ce qui signifie qu'une frange de racistes supposés souhaite qu'on lutte contre ses préjugés. Pas impossible, mais tout de même bizarre...

Même si la rigueur des sondages laisse à désirer, il faut admettre comme vérité dérangeante la banalisation du préjugé raciste dans la population française. A qui la faute ?

Certainement pour une

grande part à la propagande du Front national qui, sous couvert de lutte contre l'immigration, a largement conforté l'idée que l'immigré et ses enfants restent des étrangers, et que ces étrangers sont pour la plupart des « maghrébins » - d'autant plus inassimilables qu'ils pratiqueraient tous une religion musulmane dénoncée comme fanatique. Un récent rapport de l'INED (sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro) montre l'inefficacité de ces appréciations. Hélas, le préjugé raciste ne tient guère compte des réfutations empiriques.

Ce préjugé s'est d'autant plus répandu que la xénophobie hypocrite pratiquée par les gouvernements de gauche depuis 1988 a été considérablement durcie et systématisée par MM. Balladur et Pasqua : abandon partiel du traditionnel droit du sol, mesures vexatoires à l'égard des immigrés, rejet des étrangers, restrictions au droit d'asile... Fondée sur

la confusion entre l'immigration et la délinquance, entre l'étranger délinquant et le « maghrébin », la xénophobie d'État accrédite le discours raciste d'autant plus sûrement que les autorités ferment les yeux sur la dérive ethnicisante d'une partie de l'administration.

Mais les responsabilités de la droite et de l'extrême droite ne sauraient effacer l'amertume de ceux qui militent contre le racisme. Les livres, les articles, les défilés, les dispositions légales, et même les sketches de Coluche n'auraient donc servi à rien ? Certes, sans cette mobilisation, les préjugés racistes se seraient peut-être généralisés... L'argument consolateur à le double inconvénient de ne pas être démontrable et de conforter chacun dans sa routine. Il y a eu trop de bonne conscience médiatique, couvrant le double jeu des médias qui fustigeaient le propos du banlieusard raciste tout en faisant de l'Audimat

avec Jean-Marie Le Pen. Trop de bisbilles entre les associations. Trop de litanies sur le retour de la « Bête immonde », qui diabolisaient sans émouvoir ni convaincre.

Alors ? Il faut que le combat reprenne, mais sans négliger cette fois l'évocation de nos traditions spirituelles et politiques. Puisque le racisme est peu ou prou énoncé au nom des valeurs de la civilisation occidentale et de la vraie France, il faut donner largement la parole aux représentants des traditions juive et chrétiennes afin qu'ils expliquent que notre civilisation se fonde sur l'égale dignité de chaque personne humaine. Et il faut rappeler sans cesse que le droit du sol est une des traditions essentielles de la France, et une des conditions fondamentales de son identité : une définition ethnique de notre pays le ferait éclater et exclurait une grande partie des Français. Parmi lesquels beaucoup de racistes plus ou moins déclarés.

Jacques BLANGY

DROITS DE L'HOMME

M^e Henri Leclerc a été élu le 19 mars président de la Ligue des Droits de l'Homme lors du 75^e congrès de cette organisation. La rédaction de *Royaliste* et le Comité directeur de la NAR adressent leurs chaleureuses félicitations à Henri Leclerc, qui sera l'invité de nos *Mercredis parisiens*, le 3 mai prochain.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Le racisme banalisé - p.3 : Badinguet ou Hugues Capet - Robert Hue - p.4 : La banque à laquelle il faut dire non ! - L'Europe selon Chirac - p.5 : L'OTAN et la *mare nostrum* - p.6/7 : Menaces sur la démocratie - p.8 : L'affaire Salengro - Le souci de l'homme - p.9 : Vivent les vertus ! - p.10 : Les lances de Jérusalem - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Printemps de luttes.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Badinguet ou Hugues Capet ?

Le prêt-à-penser politique a des exercices imposés. La critique de la « dérive monarchique » de nos institutions est actuellement le plus prisé d'entre eux.

A la Une du Monde (16 mars) Edwy Plenel exhibe notre monarchisme institutionnel pour mieux fustiger « les égarés de la gauche », qui se retrouvent chez Jacques Chirac. Et notre chroniqueur de constater que deux siècles après « le meurtre symbolique » de Louis XVI, « nous n'en avons toujours pas fini avec la figure du souverain ».

Presque mot pour mot, c'était également la constatation du libéral Charles Millon (1) avant qu'il ne rejoigne... Jacques Chirac. Nous avions alors objecté que l'originalité et le bienfait de nos institutions proviennent du ferment monarchique, encore inabouti, parce qu'il permet de redonner à la tête de l'État une dimension arbitrale qui s'épanouirait dans la durée si ces mêmes institutions voyaient se développer leur logique royale. Aussi « la figure du souverain » est-elle une figure incontournable, aujourd'hui encore viagère, mais dont l'éradication violente (I^{ère} République), l'enfermement dans un blocage institutionnel (II^e République), ou l'absence (le régime d'Assemblée de la III^e et IV^e) a toujours été cause de désordre, défaite ou abaissement des libertés dans le pays. D'où la naissance, à l'opposé de la tradition monarchique, de cette forme moderne de césarisme qu'a été le Bonapartisme.

C'est ce que Plenel ne perçoit pas, puisqu'il affirme que Napoléon Bonaparte a brouillé les pistes en réhabilitant le

principe monarchique (*sic*) tout en fondant l'essentiel des institutions (*re-sic*), codes et administrations, qui façonneront l'État républicain. Et d'ajouter : « Les mitterrandistes ralliés à M. Chirac se cherchent un nouveau roi, un roi qui ferait peuple, un monarque qu'ils proclameraient républicain. En d'autres termes un Bonaparte : un chef supposé au-dessus des partis et des classes, incarnant un État redevenu fort, puisant sa légitimité dans son dialogue solitaire avec la France profonde ». Et de voir dans le « front républicain » d'un Séguin admirateur de Badinguet - sans doute plus de sa légende sociale et moderniste que de son coup d'État - l'écho de ce désir chez les conservateurs intéressés.

Étonnante démonstration ! Plenel oublie tout ce que l'institution parlementaire doit en France à la Restauration et à la Monarchie de Juillet (2). Il ne voit pas que la figure monarchique n'est qu'une forme vide qui exige d'être remplie par la tradition royale. Un roi qui aurait besoin de « faire peuple » n'est précisément pas un roi que la légitimité historique, populaire et héréditaire place naturellement au-dessus de toute dérive plébiscitaire. Le Bonapartisme a toujours été le fruit de républiques qui ont mal tourné par l'absence même du souverain.

Or c'est ne rien comprendre à la V^e République commençante que de la désigner comme un simple bonapartisme « décliné à la mode gaullienne ». Si notre régime

n'a pas donné naissance à un III^e Empire ou à un nouveau régime autoritaire, c'est qu'il repose sur une légitimité historique et non sur une simple gloire militaire (le bonapartisme se termine à Waterloo ou à Sedan, non au lendemain d'un référendum) : le but fut de pérenniser l'œuvre entreprise par des institutions qui garantissent, de façon encore relative, la transcendance d'un exécutif qui doit être placé au-dessus de tous les groupes de pression pour conserver sa légitimité, sans pour autant que le dialogue avec les Français soit interrompu. Plenel, qui croit faire de l'ironie anti-gaullienne et anti-monarchique en parlant de « dialogue solitaire avec la France profonde », oublie qu'un Bonaparte ne l'a jamais entreprise, capable uniquement de plébiscites préfabriqués.

Ce qu'on dénonce comme isolement grandissant de l'exécutif n'est pas dû au caractère monarchique de nos institutions, mais à une coupure de plus en plus large entre les Français et la politique, à cause de la dérive technocratique du pouvoir, d'un jeu médiatique pervers sur la personne du chef de l'État, de la tentation « autocratique » d'un exécutif devant assumer l'arbitrage et la continuité, tout en restant l'enjeu de rivalités partisans.

Ce n'est donc pas vers le quinquennat qu'il faut aller, car nous retomberions dans les ornières de la IV^e République, mais vers une réelle, consciente et institutionnelle république royale.

Axel TISSERAND

(1) Cf. *Royaliste* n° 628.
(2) Cf. Pierre Rosanvallon, « La Monarchie impossible », Fayard - prix franco : 180 F.

Robert Hue

Du haut de leurs médietiques observatoires, les commentateurs officiels de la campagne ne donnaient pas cher de la candidature de Robert Hue : un parti vieilli et déstabilisé par les révolutions de l'Est européen, des références intellectuelles discréditées, et l'ombre de Marchais planant sur un nouveau « patron » qui passait mal à la télévision...

Parti de bonne heure en campagne, Robert Hue a fait un travail de terrain sérieux, intelligent et peu spectaculaire. De vraies réunions (pas des représentations organisées pour la télé), avec de vrais militants, et des thèmes qui ne sont pas concoctés par une agence de communication mais qui s'inscrivent dans la tradition du communisme français.

Bien sûr, on peut regretter le caractère encore trop sommaire des propositions économiques du candidat, qui laissent deviner que la réflexion critique sur la vieille dogmatique du Parti n'a été qu'ébauchée. Mais Robert Hue défend des thèmes qui nous sont chers (le droit du sol, la lutte contre le racisme, la défense du secteur public et des entreprises nationales, la hausse indispensable des salaires) et qui lui vaudront la sympathie d'électeurs non communistes.

En se libérant progressivement de son terrible héritage bolchevique et kominternien, le Parti communiste peut enfin privilégier sa vieille « fonction tribunitienne » (la défense des exploités) et redevenir un partenaire actif du jeu démocratique français.

S. FERNOY

La banque à laquelle il faut dire non !

L'économie mixte ne peut pas avoir que des avantages, c'est ce que devra se dire le contribuable en pensant aux deux mille cinq cent francs que va lui coûter la gestion hasardeuse de l'une des premières banques de notre pays.

La banque Barings a coulé pour à peine 4 % des pertes du Lyonnais, qui, lui, est toujours là. Comme d'habitude en France on ne cherche pas trop à savoir les causes de ce qui, en tout autre pays, aurait été une faillite retentissante.

C'est le procès des comportements financiers des années 80 qu'il faudrait ouvrir. La mode était alors au développement à tous crins, surtout dans des secteurs réputés difficiles, rien ne devait venir contrecarrer les projets d'un certain nombre d'industriels ou de promoteurs d'opérette. A ce sujet, l'arbre Tapie cache une forêt d'autre faiseurs d'affaires qui ont coûté beaucoup plus cher à la banque, mais en a-t-on seulement entendu parler ? Pour des raisons que l'on s'explique mal, au Crédit lyonnais, les gestionnaires des risques ont donné leur aval à tout un tas d'opérations qui eussent semblé douteuses à toute personne ayant un tant soit peu de flair. Ce qui devait arriver arriva et les pertes succédèrent aux pertes. Il convient de signaler que, pendant ce temps-là, la même banque refusait à d'autres de ses clients, qui avaient sans

doute le tort de voir petit en gérant leur - viable - petite entreprise, les subsides nécessaires pour surmonter de petites difficultés et continuer. C'est bien là qu'est le scandale, imaginez le nombre d'emplois qui auraient pu être sauvés avec ces 125 milliards de Francs.

On n'a pas jusqu'à maintenant beaucoup mis en cause la gestion de Jean-Yves Haberer et de son équipe, dont plusieurs membres occupent encore des postes enviables au sein de la direction de la banque. Plus étonnant encore le gouvernement n'a pas claironné que c'était encore une fois la faute aux socialistes qui n'avaient pas exercé de contrôle suffisant au sein du Conseil d'Administration de la banque, ce qui est pourtant vrai. L'esprit de corps a dû jouer puisque tous ces Messieurs sont X ou énarques et s'offusquent dès que le cochon de payant ose demander ce que l'on fait de ses sous...

Le plan de redressement proposé est honteux, c'est un fait acquis, mais l'État actionnaire avait-il vraiment le choix ? Pour tout un tas de bonnes raisons il était inconcevable de laisser couler le Lyonnais. Le contribuable est actionnaire de fait de la banque, dommage que l'on ne s'en souvienne qu'à ce moment là.

Pascal BEAUCHER

L'Europe selon Chirac

Le discours de Jacques Chirac présentant ses positions européennes était attendu avec intérêt. Si la perspective chiraquienne convient à la fois aux libéraux et aux gaullistes, c'est que les choix véritables se feront plus tard.

Les campagnes présidentielles sont propices aux équilibres heureux (le ni-ni de François Mitterrand en 1988) et aux fortes synthèses qui lient les contradictions pour mieux les dépasser. Sur le papier du moins, car la logique institutionnelle ne s'inscrit pas toujours dans les mouvements souples, enveloppants et lénifiants des projets de « rassemblement ».

De cette observation générale, le programme européen de Jacques Chirac donne une illustration agréable, séduisante parfois, destinée à être commentée avec une consensuelle amabilité d'un bout à l'autre de l'actuelle majorité.

De fait, la promesse d'une pleine réalisation de l'Union économique et monétaire et l'idée de désigner un président au Conseil européen ont donné entière satisfaction à MM. Giscard d'Estaing et Madelin. De toutes façons, ces deux représentants de la droite libérale avaient décidé de trouver des motifs de satisfaction dans ce que pense et fait M. Chirac. Les ayant trouvés, les libéraux ont pu ne pas voir ce qui heurte leurs convictions intégrationnistes : la perspective (authentiquement gaulliste) de l'organisation de la Grande Europe et par conséquent du partenariat avec la Russie, l'implication des Parlements nationaux dans l'éta-

blissement des normes de l'Union européenne, et la conception d'une Europe par laquelle les « politiques nationales méritent d'être complétées, harmonisées, voire unifiées » - mais certainement pas intégrées dans une perspective fédéraliste. Cette vision confédérale (la nôtre depuis toujours) a réjouit les séguinistes qui ont fait l'impasse sur le volet libéral. Ce qui n'empêche pas deux ou trois extrémistes de l'anti-maastrichisme de poursuivre leur sainte croisade et de fustiger les plus timides partisans du « Oui » tout en se pressant autour de Jacques Chirac qui soutint le traité...

Or le rassemblement est le premier souci du maire de Paris, qui renvoie à un autre moment dialectique les contradictions inscrites dans sa synthèse provisoire : entre l'Europe monétaire et le changement de politique économique, il faudra choisir ; l'approfondissement de l'Europe ne peut se faire dans le même temps que son élargissement, et il faudra bien faire un choix entre un fédéralisme hypothétique et une organisation confédérale. De tout cela on reparlera en 1996 (nouvelle date magique) lorsque les grandes eaux électorales auront coulé sous les ponts...

Annette DELRANCK

L'OTAN et la *mare nostrum*

M. Willy Claes doit être remplacé au secrétariat général de l'Alliance atlantique. La Méditerranée est européenne avant d'être en contact avec l'Atlantique.

M. Claes, qui quittera sans doute son poste parce qu'il est compromis dans l'affaire des pots-de-vin de l'hélicoptère Agusta, aurait dû démissionner dès février lorsqu'il s'est ridiculisé aux yeux des dirigeants arabes les plus sérieux pour avoir voulu faire de l'OTAN une réponse au fondamentalisme religieux. Est-ce avec des missiles Patriot, a pu ironiser le roi Hassan II, que l'on va combattre l'influence des prêches islamistes dans les mosquées ? Les musulmans vont-ils prendre pour cibles les installations de l'OTAN en Belgique ?

M. Claes est le deuxième politicien belge à occuper le poste après Paul-Henri Spaak et, ironie de l'Histoire, il est pris au même piège que celui-ci qui fut secrétaire général de 1957 à 1961 pendant la guerre d'Algérie. Le traité de l'Alliance atlantique incluant les trois départements français d'Algérie, les gouvernements de la IV^e ne manquèrent pas de déclarer que la Méditerranée, et non plus le Rhin, constituait l'axe de notre sécurité (M. Mitterrand en 1957). Les Américains, revenus de leurs déceptions du Pacte de Bagdad, première tentative de liaison entre l'OTAN et le monde arabe, et dans la ligne de leur politique lors de l'affaire de Suez, qui scella l'effacement de l'Europe sur la scène moyen-orientale, eurent cette idée saugrenue de faire appel à Richard Murphy (1) pour jouer le Monsieur Bons Offices. Cela servira de détonateur à la crise

ministérielle d'avril 1958 qui conduisit au 13 Mai. L'Histoire se copiait elle-même comme aujourd'hui. L'OTAN pouvait s'interroger à l'époque sur la stratégie soviétique tournant son dispositif sur le flanc sud. Mais aujourd'hui ? On devine par contre l'ambition américaine qui a aussitôt profité de l'initiative de M. Claes d'un dialogue avec quelques régimes arabes pour y inclure Israël et entamer ainsi un premier dialogue institutionnel entre Israël et l'OTAN. Comment expliquer en outre que l'annonce survienne au moment où la présidence française de l'Union européenne s'est engagée dans un processus de préparation d'une conférence euro-méditerranéenne qui se tiendra à Barcelone en novembre ? On n'oubliera pas le projet concurrent de Banque de développement pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord que veut imposer Washington seul contre tous.

Cette course de vitesse oppose deux visions qui gagneraient à être mieux différenciées. L'américaine traite le phénomène arabo-musulman en soi, c'est-à-dire comme purement extérieur, aujourd'hui comme au temps de la guerre d'Algérie, pour le rendre à lui-même, ce qui sera le moyen d'avoir avec lui le moins d'imbrication possible et n'avoir à en connaître que les dérives sécuritaires.

La vision européenne, elle, devrait se penser par rapport à l'Europe. Actuellement, le projet discuté à Bruxelles pêche par les deux bouts : il prétend à un pacte de stabilité dont on ne voit pas encore ce qui le distinguerait d'un partenariat pour la paix genre OTAN. Par contre, il ne prononce à aucun moment le mot islam. Comment fonder un partenariat euro-méditerranéen en se contentant d'indiquer, en forme d'incidente, que cette initiative tiendrait compte des « spécificités culturelles » de la région s'agissant d'un dialogue avec des pays dont il est dit qu'ils sont « situés dans le monde arabo-musulman » ? Ils y sont situés ou ils le constituent ? contenant ou contenu ?

Le choix offert aux peuples qui se réclament de l'islam ne doit pas être entre une Union européenne qui par laïcisme ne le nomme pas et une Alliance Atlantique qui par comportement de la diabolisme ou l'instrumentalise. La vision Européenne est une vision d'intégration, l'option méditerranéenne une volonté de faire véritablement de cette mer la *mare nostrum* et non une frontière, ce qui n'est évident ni pour nous, les Européens, ni pour eux, au Maghreb et au Proche-Orient. Cela implique de reconnaître que l'islam et l'Europe ne sont pas extérieurs l'un à l'autre, étrangers, que l'islam fait partie historiquement de la civilisation européenne et que l'Europe aussi fait partie de l'avenir du monde arabo-musulman, jusques et y compris l'islam.

C'est ainsi seulement que l'initiative européenne apparaîtra originale par rapport à l'approche américano-belgo-atlantique et qu'elle pourra recueillir l'intérêt outre Méditerranée.

Yves LA MARCK

(1) Le même qui fut médiateur entre de Gaulle et Giraud au moment du débarquement américain en Afrique du nord en 1942.

♦ MONACO : Le prince Rainier a réaffirmé dans un entretien au *Figaro* qu'il « n'avait jamais été question d'abdication » et qu'il « verra avec son fils, le moment venu, comment assurer la meilleure succession possible ». Agé de 72 ans, le souverain monégasque, qui avait subi fin novembre une importante intervention chirurgicale cardio-vasculaire, « ne souhaite pas de changement brutal... Fixer une échéance est toujours difficile, pour le moment, le problème ne se pose pas. Le prince Albert continue de former son processus de jugement tout en participant activement à mes côtés au gouvernement de la principauté ».

♦ IRAN : Le prince Reza Palhavi, Reza II pour ses partisans, ne perd pas espoir de voir restaurer la monarchie en Iran. Dans son exil américain, il a reçu les journalistes de *Paris-Match* à qui il a notamment déclaré : « J'espère que mes compatriotes se libéreront de cette théocratie, provoqueront des élections à l'échelle nationale et qu'à son terme ils choisiront la monarchie constitutionnelle. Je serais alors l'unique héritier de la Couronne ayant une légitimité historique. Pourquoi ce que Juan Carlos a réussi en Espagne serait-il impossible dans mon pays ? Hélas ! Je ne crois guère à une transition paisible. De toute façon, je désire servir mon pays, même comme simple citoyen ».

♦ PORTUGAL : Dom Duarte, duc de Bragance, et chef de la Maison royale du Portugal vient d'annoncer son prochain mariage avec une aristocrate lusitanienne d'origine espagnole, dona Isabel Ines de Castro Curvello de Herédia. Le prétendant au trône, qui fêtera le 15 mai ses cinquante ans, conviendra deux jours auparavant dans le monastère des Jeronimos de Lisbonne avec cette jeune banquière de vingt-neuf ans. Le président Mario Soares a aussitôt proposé au duc de Bragance de mettre le palais de Queluz à sa disposition.

♦ ESPAGNE : Plus de cent cinquante mille personnes ont acclamé dans les rues de Séville, samedi 18 mars, le mariage de l'infante Elena, fille aînée du roi Juan Carlos, avec Jaime de Marichalar. Trente-neuf maisons royales dont quinze régnantes et pas moins de trois cents altesse assistaient à la cérémonie dans la cathédrale de Séville. La Famille de France était représentée par la comtesse de Paris, les princes Jean et Eudes, ducs de Vendôme et d'Angoulême, le prince et la princesse Michel d'Orléans accompagnés de leurs enfants Charles-Philippe et Adélaïde, mais également par les princesses Isabelle, Hélène et Diane entourées de leur famille. Selon un sondage publié au lendemain du mariage princier, la monarchie en Espagne est l'institution la plus appréciée des Espagnols qui, en revanche, attribuent la plus mauvaise note au gouvernement à cause des scandales.

♦ GRANDE-BRETAGNE : Après quarante-huit ans d'absence, la reine Elizabeth s'est rendue en visite officielle en Afrique du Sud pour tourner la page de l'*apartheid* et célébrer avec Nelson Mandela le retour de son pays dans le concert des nations formant le Commonwealth. Du Cap à Port Elizabeth et de Johannesburg à Pretoria en passant par les *townships*, le voyage d'Elizabeth II est considéré par le palais comme « l'un des plus importants de son règne ».

Faites connaître
Royaliste
abonnement d'un an
3 mois = 25 F

Anthropologue et sociologue, professeur à la Sorbonne, directeur d'études à l'É.H.É.S.S.,

Georges Balandier poursuit l'exploration de la modernité, avec la distance que lui donne sa connaissance des sociétés traditionnelles et son inlassable curiosité pour les territoires du futur.

Le souci politique est au coeur de cette interrogation, comme on le verra dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder.

■ **Royaliste** : Avec *Le Dédale*, vous achevez une trilogie. Quel est le lien qui unit cet ouvrage aux deux précédents ?

Georges Balandier : Cet enchaînement correspond à une recherche et à une logique. *Le Détour* présentait une méthode, il tentait de montrer pourquoi un anthropologue pouvait devenir le sociologue de la modernité la plus exacerbée, en passant des nouveaux mondes en voie de disparition aux nouveaux-nouveaux mondes que nous sommes en train de produire. Dans *Le Désordre*, il s'agissait de présenter le paradigme ordre-désordre, en expliquant que dans le dés-ordre il y a des possibilités à explorer. *Le Dédale*, c'est l'exploration des territoires de la modernité, avec cette référence au mythe du Labyrinthe, du Minotaure, et de Dédale - ce technicien qui crée une situation inextricablement enchevêtrée au risque de se piéger.

■ **Royaliste** : Le dédale, aujourd'hui, est technique...

Georges Balandier : J'évoque en effet les nouveaux Dédales qui produisent notre modernité - les grands systèmes techniques qui se développent en réseaux difficilement localisables. Ensuite j'étudie notre relation aux machines intelligentes et aux automates en montrant qu'il y a ici un nouveau type de fabrication du rapport social avec les effets que nous connaissons : créativité tou-

jours plus puissante, avec les conséquences négatives que nous subissons - le chômage tout particulièrement. J'insiste beaucoup sur les techniques du vivant : il y a là un développement inédit dans l'histoire des hommes, auquel on ne prête pas encore assez d'attention. La connaissance du vivant a progressé à la manière d'une colonisation : on a avancé en explorant - la cellule, puis la molécule, les gènes etc. - et on occupe ces espaces explorés en faisant des applications, comme on prenait autrefois des droits sur des territoires. Le vivant ainsi soumis progressivement devient de plus en plus manipulable, mais nous continuons d'avancer sans mesurer toutes les conséquences. Il ne faut pas non plus sous-estimer le risque de voir se constituer une biocratie, la gestion du vivant conduisant à une gestion des personnes lourde de menaces. Déjà, aux États-Unis, on s'est demandé naguère comment produire une variété humaine mieux adaptée à l'exploration de l'espace...

■ **Royaliste** : Cette modernité n'épuise-t-elle pas notre imaginaire ?

Georges Balandier : La question doit être posée. Il y a, d'une part, l'extraordinaire puissance de la raison instrumentale et le type de rationalité que le marché impose, et, d'autre part, cet imaginaire « machiné » par les industriels de la communication et de l'image. Il faut cependant

se garder de trop simplifier.

Prenons la question de la nature. A partir du XVIII^e siècle, il s'est établi avec le mouvement romantique un lien avec la nature qui a beaucoup évolué puisqu'on est passé de la nature-mystère à la nature-utilité (celle qu'on exploite), à la nature-prétexte (elle devient un défi lancé à soi-même, par exemple dans les sports à haut risque), à la nature-simulacre (songez à la dalle de la gare Montparnasse, ou à ces « citations » de la nature dans le Tokyo bétonné). Et puis, nous constatons que la nature devient une occasion de religiosité : il y a ainsi une « mythécologie », extrême dans le culte de Gaïa, la déesse-terre.

Nous assistons aussi à un développement du techno-imaginaire. Notre imaginaire oublie ses sources naturelles, cosmiques, ses puissances symboliques et ses lieux de transcendance s'effacent. Aujourd'hui, nous avons recours à des systèmes-machines, notamment l'ordinateur et ses dérivés : dès lors l'imaginaire n'est plus la « folle du logis », elle est canalisée, programmée, elle obéit à des mathématiques complexes. Mais toutes ces machines peuvent aussi entrer dans le champ des para-sciences, grâce à des dispositifs très complexes qui tentent d'interroger ce qui se trouverait hors de l'univers proprement humain. Certains cherchent ainsi, et à grands frais, ce qui

se dit ou ce qui pourrait s'apercevoir dans les ondes, ils essayent d'entrer en communication avec les esprits du passé ou avec des êtres d'autres galaxies...

Il faut aussi évoquer les mondes virtuels, créés par les machines que vous connaissez, et qui pourront bientôt être mêlés à la réalité - on songe par exemple à faire jouer dans les films des acteurs virtuels (vacteurs) avec les acteurs réels. Là encore, nous ne savons pas où nous allons, nous ne discernons pas toutes les conséquences de ce que nous sommes en train de fabriquer.



Georges Balandier

Menaces sur la démocratie

■ **Royaliste** : Vous abordez aussi la question du sacré...

Georges Balandier : Il y a bien sûr l'affaiblissement de l'institué. Ceci est connu, et les Églises le savent : elles sont plus soumises aux assauts de l'Histoire qu'elles ne l'auraient désiré.

Il y a aussi la privatisation de la croyance, en dehors des Églises et des croyances constituées. Nous voyons croître un univers flou, où l'on trouve des croyances importées, des croyances résiduelles. Se constitue ainsi une sorte de marché du sacré, où chacun va prendre ce qui est nécessaire à son travail de bricolage personnel.

Il y a en troisième lieu les retours du religieux, qui opèrent contre l'Histoire et la modernité. Je pense aux fondamentalismes, dans leurs simplifications vigoureuses, et aux intégrismes dans leurs constructions d'univers totalitaires à partir d'arguments d'autorité, disciplinaires.

■ **Royaliste** : Comment se pose la question démocratique, dans les sociétés post-totalitaires mais aussi dans nos sociétés en proie à de multiples interrogations ?

Georges Balandier : Dans les pays où le communisme s'est effondré, nous assistons à une transition confuse, à une décomposition plus qu'à une recomposition du social, de la culture et de l'économie. De fait, se pose le problème du passage du totalement contrôlé à l'usage positif du mouvement et de la diversité. Ce problème n'est pas nouveau : Tocqueville l'aborde d'une certaine manière en traitant de l'Ancien régime et de son achèvement. De son côté Auguste Comte considère le même problème en essayant de définir le moment où un régime devient caduc, quoi qu'il fasse : à ce moment-là, plus on corrige, plus on défait, et plus on s'avance vers la disparition du régime en question. Ce problème est d'autant plus important que, jusqu'à présent, nous avons surtout connu des décompositions ratées - et l'Europe de l'Est n'échappe malheureusement pas à cette règle. Nous ne

pouvons pas rester indifférents devant cet échec, car la connaissance de ce ratage démocratique peut nous aider à réfléchir utilement sur notre propre expérience de la démocratie.

Quel a été notre regard sur les événements de l'Est européen ? Dans un premier temps, nous nous sommes abandonnés à l'idée de la contagion démocratique. Le modèle démocratique et le modèle du marché étaient censés devenir les unificateurs universels : il n'y a plus d'ennemi, et par conséquent il n'y a plus cette sorte d'alternative que constituait la réponse au totalitarisme - d'où l'éphémère et néfaste succès du mythe de la fin de l'Histoire. Puis nous avons découvert une Russie moins démocratisée que désorientée, en voie de déconstruction toujours plus avancée. Ainsi, la religion démocratique dont nous pensions être les détenteurs, le standard démocratique dont nous pensions être les inventeurs et les diffuseurs universels commencent à être sérieusement affectés.

■ **Royaliste** : Pourquoi de telles erreurs dans l'analyse de cette situation ?

Georges Balandier : Nous avons oublié que la démocratie est un pari sur l'Histoire, qu'elle ne se fait pas d'un coup, qu'elle est une création continue. Il n'y a pas de démocratie qui soit donnée, à l'intérieur de laquelle on s'installe, comme dans un fauteuil confortable, en regardant à la télévision ceux qui parlent et qui disent ce qu'il faut faire.

Deuxième erreur de l'Occident : l'accoutumance démocratique nous a donné la certitude que le monde se ferait selon ce modèle. « On a gagné », disaient certains éditorialistes, mais le modèle standard ne semble pas recevable tel quel...

En troisième lieu, il faut remettre en cause l'économisme des Occidentaux. Il a conduit à conférer une efficacité quasi magique à la régulation par le marché. Il suffisait, pensait-on, de mettre en place des entreprises, des bourses, des flux de capitaux, et la démocratie devait suivre, comme l'intendance. Ce faisant, on a oublié que les choses se dégradent au cours d'une période de transition, et que ceux qui souffrent de cette

transition peuvent en venir à regretter la situation antérieure. Enfin, cet économisme est conçu et mis en oeuvre dans la perspective du présent, si bien qu'on finit par oublier que le passé ne s'abolit pas, qu'il y a des retours avec des effets qu'on ne maîtrise pas. C'est ainsi qu'on a découvert à l'Est le retour de mémoires collectives vendettistes.

■ **Royaliste** : Quelles leçons à en retirer pour les sociétés démocratiques occidentales ?

Georges Balandier : Nous nous sommes habitués à l'idée que la démocratie peut vivre sans vertu - contrairement à ce que pensaient Montesquieu et quelques autres. Or la démocratie ne peut pas fonctionner au doute et au soupçon. Or, il y a doute quant à la maîtrise des problèmes les plus urgents par les élites ; il y a doute quant à la différence réelle des programmes politiques. Et puis il y a les soupçons : le sentiment que le mensonge et les intérêts masqués jouent aujourd'hui dans la démocratie un rôle croissant, ce que l'actualité quotidienne paraît confirmer.

La conséquence, c'est le désabusement, l'incrédulité à l'égard du politique. Nous avons une confrontation idéologique affaiblie, avec quelques îlots subsistants de militantisme. La démocratie est livrée aux effets du trop visible - c'est la culture du spectaculaire, ce sont les pouvoirs de l'image et du paraître qui mettent le citoyen sous influence. Mais la démocratie est aussi menacée par les effets du caché, du hors-scène : c'est le pouvoir des compéteurs, des experts, qui maîtrisent les divers systèmes de gestion, et c'est la croissance de structures en réseaux mal localisables. Cette entrée dans l'univers des réseaux est en train de nous faire sortir du politique. Et puis il y a cette dynamique concurrentielle du marché qui nourrit les inégalités et les marginalités... C'est dire l'ampleur des tâches qui nous attendent, si nous voulons préserver la démocratie et vivre en citoyens encore libres.

Propos recueillis par B. La Richardais

Georges Balandier - « Le Dédale » - Fayard - prix franco : 125 F.

L'affaire Salengro

Comme Roger Salengro en 1936,
Pierre Bérégovoy se suicida à la suite d'une
campagne de presse.
Faut-il laisser faire les médias ?

Maire socialiste de Lille, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Léon Blum, Roger Salengro se suicida en novembre 1936 à la suite de la campagne menée contre lui par la presse d'extrême droite - *Gringoire* et l'*Action française* tout particulièrement. Dans l'ouvrage qu'il consacre à cette tragédie, Thomas Ferenczi montre les ravages de la calomnie : Roger Salengro fut accusé d'avoir déserté en 1915 alors qu'il avait été acquitté par un conseil de guerre et à nouveau innocenté en 1936 par une commission placée sous la présidence du général Gamelin. Ce qui n'empêcha pas l'extrême droite de continuer à diffuser les mêmes mensonges, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

L'intérêt de l'ouvrage n'est pas seulement historique puisque Thomas Ferenczi compare le suicide de Roger Salengro à celui de Pierre Bérégovoy - lui aussi victime de l'acharnement de la presse.

Sans doute, le climat de l'époque est-il différent (la violence politique est d'une autre nature que celle que nous connaissons) et la tonalité de la campagne journalistique de 1936 ne se retrouve pas en 1993. Contre le gouvernement Blum, une presse de guerre civile, puissante, talentueuse, et bénéficiant d'une relative impunité judiciaire, influence de larges sec-

teurs de l'opinion et fait flèche de tout bois contre les « rouges » : insultes, viol de la vie privée, sarcasmes antisémites, provocations au meurtre. Avec d'autres mots, la presse communiste n'est pas plus tendre... De nos jours au contraire, les médias sont volontiers moralisateurs, professent un apolitisme déclaré et leur violence dérive de la logique du spectacle.

Mais, en 1936 comme aujourd'hui, la puissance médiatique reste sans contrepoids, alors que certains journalistes cèdent volontiers à l'esprit de lynchage. Comment arbitrer entre la volonté de transparence et la protection des personnes ? Thomas Ferenczi évoque le droit et la nécessité pour chacun de se défendre publiquement, en citant l'exemple de Bernard Tapie. Ce qui revient à donner la prime au plus habile, ou au moins scrupuleux... Il invoque surtout le contrôle des médias par le peuple, idée sympathique mais fallacieuse dans la mesure où la puissance des organisations médiatiques triomphe facilement d'individus isolés. Pour combattre l'excès médiatique, il faudra qu'on se décide à faire respecter la loi - quant à la présomption d'innocence tout particulièrement. Ou bien il y aura d'autres morts.

Jacques BLANGY

(1) Thomas Ferenczi - « Ils l'ont tué ! L'affaire Salengro » - Plon, 1995 - prix franco : 135 F.

Le souci de l'homme

Certes, Jacques Ellul n'était pas un inconnu, mais sa notoriété paraît bien mince quand on la compare à la richesse de ses travaux.
Il ne s'en plaignait pas :
il savait ce qu'il faisait en préférant la douceur bordelaise à l'agitation parisienne.

Jacques Ellul est mort le 19 mai 1994, à l'âge de 82 ans, laissant derrière lui une oeuvre d'une extrême diversité. Il fut, tour à tour et simultanément, historien du Droit - les cinq volumes de son *Histoire des Institutions* font référence -, théologien protestant (très influencé par Kierkegaard et Karl Barth) et sociologue. L'un des tous premiers, il comprit que le phénomène technique était la clé de notre modernité, conduisant à la déshumanisation du monde sous le fallacieux prétexte du mieux-être. Il consacra le meilleur de son intelligence à appeler les hommes à la vigilance contre les charmes insidieux d'un totalitarisme doux.

Jusqu'à la veille de sa mort, ou presque, Jacques Ellul se soumit aux questions d'un de ses élèves, Patrick Chastenet. Il en résulte des entretiens que les éditions de la Table Ronde publient. Il ne faut s'attendre ni à un testament, ni à un plaidoyer, mais aux confidences pudiques d'un homme qui se raconte sans ostentation. Bien sûr, on y retrouve les thèmes chers au professeur bordelais : la liberté et la dignité humaines, les menaces totalitaires, les propagandes perverses, mais surtout le récit d'une vie, d'un itinéraire intellectuel et sensible : le groupe girondin d'*Esprit* et ses difficiles relations avec Emmanuel Mounier, le retour à la Nature

et la nécessité d'un engagement concret (contre l'intellectualisme désincarné), la guerre et la Résistance, l'Amour et la solidarité en acte, et bien d'autres choses encore, toujours avec la même pudeur, sans le moindre soupçon d'exhibitionnisme.

En bref, ces « entretiens » constituent une excellente introduction à l'oeuvre de Jacques Ellul, une oeuvre éclairée par la personne de son auteur. Le curieux, honnête homme il va de soi, pourra poursuivre son investigation sans quitter l'éditeur de la rue Corneille. Il réédite en effet, dans la remarquable collection « petite vermillon », l'*Exégèse des nouveaux lieux communs*, une série de textes publiés une première fois en 1966, textes dans lesquels Jacques Ellul dénonçait, tantôt avec gravité, tantôt avec humour, le prêt-à-penser de l'intelligentsia (ce prêt-à-penser, sous de nouvelles formulations, sévit toujours). Et si toutes les démonstrations de Jacques Ellul ne sont pas d'une égale force, toutes échappent au jargon fumeux dont se régalaient les penseurs qui n'ont rien à dire, toutes sont empreintes d'un constant souci du respect de la dignité humaine...

Patrick PIERRAN

Patrick Chastenet - « Entretiens avec Jacques Ellul » - La Table Ronde, 210 p. - prix franco : 120 F.
Jacques Ellul - « Exégèse des nouveaux lieux communs » - La Table Ronde, coll. La Petite Vermillon, 304 p. - prix franco : 58 F.

Vivent les vertus !

Généralement on préfère parler de la vertu plutôt que des vertus ; peut-être par préjugé. La *virtù* de Machiavel fait peut-être plus viril, encore qu'on ait toujours froid dans le dos de la vertu d'un Robespierre. Quant aux vertus, elles font sans doute plus aimable, mais un peu mièvre. Faire leur éloge relèverait d'un usage académique, sans véritable prise sur la vie telle qu'elle va... Et pourtant ! On pourrait s'apercevoir assez vite que prendre en considération la pluralité des actions vertueuses, c'est la façon la plus positive, la plus large et aussi la plus concrète d'aborder la morale. André Comte-Sponville qui s'inscrit délibérément dans la tradition des traités des vertus, illustrée il n'y a pas si longtemps par un Jankélévitch, précise d'emblée la supériorité de son point de vue : « Pas plus que Spinoza je ne crois utile de dénoncer les vices, le mal, le péché. Pourquoi accuser toujours, dénoncer toujours ? C'est la morale des tristes, et une triste morale. Quant au bien, il n'existe que dans la pluralité irréductible des actions bonnes, qui excèdent tous les livres, et des bonnes dispositions, elles aussi plurielles mais sans doute moins nombreuses, que la tradition désigne du nom de vertus, c'est-à-dire (tel est le sens en grec du mot *arête*, que les Latins traduisirent par *virtus*) d'excellences ».

Ces excellences sont modestes, préférant le juste milieu aux extrêmes. Aristote expliquait déjà qu'elles se situaient entre deux défauts opposés, deux exagérations. Cela ne signifie pas qu'elles préfèrent la médiocrité à la hauteur. Maritain parlait d'un juste milieu d'éminence. Mais cette position intermédiaire de la vertu indique aussi une certaine souplesse de la réalité morale qui n'implique nul laxisme mais renvoie à la complexité des situations et des conflits de devoir. C'est bien ce que nous montre André Comte-Sponville dans la présentation de chacune des vertus, lorsqu'il s'emploie tout de suite à discuter, à argumenter pour mieux comprendre les problèmes posés et la façon dont cette force qui agit dans telle qualité humaine particulière peut y répondre.

J'en saisis une au passage, qui me semble d'une admirable actualité : la bonne foi. L'auteur a choisi ce mot de préférence à sincérité, véracité, véridicité, ou encore authenticité. Ce travail de dénomination est déjà caractéristique de cette oscillation de la pensée qui cherche à désigner le plus adéquatement possible ce qui convient à telle orientation morale. Bonne foi : « c'est croyance fidèle, et fidélité à ce qu'on croit. Du moins tant qu'on le croit vrai ». L'autre jour, au tribunal de Valenciennes, Bernard Tapie déclarait, pour la plus grande joie des spectateurs, qu'il avait « menti de bonne foi ». Admirable contradiction ! Certes, on peut se tromper de bonne foi. Mentir, jamais. A moins de ne plus donner au mot son sens obvie, c'est à dire exprimer le contraire de la vérité, en ayant pleine conscience. Mentir c'est très exactement ne pas être de bonne foi. Mais avec un bonimenteur aussi expert que Tapie, on n'en est pas à un jeu de langage près qui nous entraîne à un deuxième sens qui se superpose au premier pour mieux entretenir l'ambiguïté.

par Gérard Leclerc



Tapie a très bien pu vouloir dire que certes il avait menti, mais qu'il avait menti « de bonne foi » parce qu'il avait voulu préserver un intérêt important, sinon le sien propre, du moins celui de son club. Moralement, la cause peut se défendre. Il s'agit d'un conflit de devoirs classique qu'André Comte-Sponville aborde d'ailleurs directement et où il s'oppose à Spinoza et Kant. Ce dernier allant très loin dans la condamnation du mensonge, puisqu'il l'interdisait même dans le cas où il s'agirait de préserver la vie de quelqu'un. La véracité, affirmait-il, est « un commandement de la raison qui est sacré, absolu, mais impératif, qui ne peut être limité par aucune convenance ». Il ne peut y avoir mensonge par nécessité. A cet implacable impératif de la morale, Comte-Sponville oppose le bien-fondé d'une certaine casuistique, non pas par abandon de l'exigence de la conscience mais par une meilleure appréciation de la difficulté : « Qu'est-ce que cette vertu si soucieuse de soi, de sa petite intégrité, de sa petite dignité, qu'elle est prête, pour se préserver, à livrer un innocent à des assassins ? (...) La véracité est un devoir ? Soit. Mais l'assistance à personne en danger en est un autre, et plus pressant. Malheur à qui préfère sa conscience à son prochain ! ».

En mentant, Tapie n'était donc pas de bonne foi, mais il aurait pu l'être à la rigueur s'il s'était servi de son mensonge au service d'une cause importante. En l'occurrence, cette cause c'était la sienne et il s'agissait d'empêcher par tous les moyens la révélation d'une malhonnêteté préjudiciable à la morale publique en général et à celle du sport en particulier. Donc la cause était mauvaise et la bonne foi trompeuse.

Pour l'établir, mieux vaut entrer dans l'examen casuistique d'une situation que de brandir immédiatement l'impératif catégorique qui foudroie. Prendre le point de vue des vertus permet mieux l'étude des cas - telle est la définition de la casuistique - que si l'on prend le point de vue d'une morale de purs principes, ou de code, dont la rigidité n'est pas toujours conforme à la véritable exigence d'une conscience droite.

Surtout, la morale des vertus semble plus propre à assumer l'amplitude de la vie, en jouant sur toutes les ressources humaines de l'intelligence, de la sensibilité et de la volonté. Les vertus s'appellent mutuellement les unes les autres, elles composent une symphonie entre elles qui passe par toutes les nuances et embrasse pourtant le plus large espace.

André Comte-Sponville en a retenu dix-huit, alors qu'il en avait préalablement dénombré une trentaine. C'est dire l'étendue de la palette, qui commence par la politesse « qui n'est pas encore morale », et se termine par l'amour « qui déjà ne l'est plus ». Que dire de la prudence, que Kant ne considèrerait même pas comme une vertu, parce qu'elle n'était « qu'amour de soi éclairé ou habile » ? Pourtant Aristote et Thomas d'Aquin lui donnaient une importance majeure, parce qu'elle était la disposition d'être qui permettait le discernement intellectuel et pratique. Loin d'être le bien exclusif des habiles et des malins, la prudence est la vertu première des hommes d'action. Loin de s'opposer à l'amour qui ne compte pas, elle s'impose à lui s'il veut réellement le bien de l'autre. Un père imprudent peut-il vraiment aimer ses enfants ? Mais que seraient toutes les vertus sans l'amour, qui n'est pas au delà du bien et du mal comme le voulait Nietzsche, « puisqu'il est le bien même » ? Rien, car comme le dit si bien André Comte-Sponville : « Nous n'avons besoin de morale que faute d'amour. Mais nous n'en sommes capables, et nous ne ressentons ce besoin, que par le peu d'amour, fût-ce de nous-mêmes, qui nous a été donné, que nous avons su garder, rêver ou retrouver... ».

André Comte-Sponville - « Petit traité des grandes vertus » - P.U.F. Perspectives critiques - prix franco : 152 F.

EN QUELQUES MOTS

♦ **BAINVILLE** - L'année 1995 serait-elle une année Jacques Bainville ? Trois ouvrages majeurs de l'historien royaliste sont en effet réédités alors que depuis de nombreuses années ils étaient introuvables. Il s'agit d'abord de l'« *Histoire de France* » qui, de son vivant, remporta un succès de librairie étonnant et le fit connaître du grand public. Autre ouvrage majeur, « *Les conséquences politiques de la paix* » où, dès 1920, l'historien décrivait les suites prévisibles de cette « *paix trop douce pour ce qu'elle a de dur* ». Dans la postface qu'il donne à cette réédition, Jacques Rupnik, directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences politiques, souligne l'actualité de l'ouvrage : « *trois des questions soulevées par Bainville en 1920 nous paraissent pertinentes pour l'avenir de l'Autre Europe en cette fin de XX^e siècle* ». Enfin, on annonce la parution imminente du « *Napoléon* » aux éditions Balland dans la collection Le Nadir dirigée par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz.

« *Histoire de France* » - Ed. Godefroy de Bouillon - prix franco : 155 F.

« *Les conséquences politiques de la paix* » - Ed. de l'Arsenal - prix franco : 115 F.

♦ **DISTINCTION** - Notre ami Gabriel Matzneff a été fait officier des arts et lettres. Qu'il reçoive ici toutes nos félicitations.

♦ **ALGÉRIE** - Le magazine *Télérama* vient de publier un remarquable numéro hors série intitulé « *Algérie, la culture face à la terre* ». Écrite entre Alger et Paris cette livraison témoigne de la force des cultures algériennes et donne la parole à des Algériens les uns toujours au pays et les autres exilés en France. En vente dans les kiosques au prix de 56 F avec en cadeau un CD sur les musiques d'Algérie.

♦ **CORSE** - A l'invitation des Amis de la Maison de France, la comtesse de Paris sera en Corse les 7, 8 et 9 avril prochains. Au cours de sa visite, elle ira à Calvi et à Bastia, où alterneront réceptions officielles (mairie de Calvi, conseil général de Haute-Corse, mairie de Bastia), visite auprès des malades de l'hôpital de Bastia, séance de dédicace de son dernier livre (le 9 avril de 17 à 19 h à la Maison de la Presse, 19 Bd Paoli à Bastia), visite de la citadelle. Un programme bien chargé qui se terminera à Solenzara (le 9 avril à 13 h) par un buffet campagnard avec les adhérents et amis de l'A.A.M.F..

Inscriptions et renseignements complémentaires en écrivant à A.A.M.F. - B.P. 152 - 20292 Bastia cedex ou en téléphonant au 95.31.75.21.

♦ **PERRET** - Les admirateurs du regretté Jacques Perret vont être ravis. Les éditions Gallimard ont eu la bonne idée de rassembler une série de ses meilleures nouvelles et de les rééditer. Un festival d'images, une truculence de langage, une pureté de style qui font de cette lecture un vrai régal.

« *Un général qui passe* » - Gallimard, 220 p. - prix franco : 125 F.

Passion

Les lances de Jérusalem

Un roman « fleur bleue ». Novalis, père de l'expression, qui espérait tant en la résurrection des corps afin de retrouver l'aimée emportée, l'aurait sans doute fait sien.

Dans sa commanderie de la Motte Saint-Sulpice, Michel de Cesseras se souvient et c'est le poignant « *Le Bûcher* » ; retiré, oublié dans la Montagne Noire l'illustre Titus Braccatus se souvient et c'est le nostalgique « *Deux cents chevaux dorés* » ; frère parmi ses frères templiers le vieux Guiot se souvient et c'est le passionné « *Les lances de Jérusalem* » (1). La méthode est éprouvée et sûre, Georges Bordonove qui raconte si talentueusement l'Histoire, celle qui mérite la majuscule, cède la place à un témoin pour offrir la fiction à ses lecteurs, une fiction bien relative d'ailleurs, l'anecdote servant d'argument au roman s'enveloppant dans l'ample mouvement de faits rigoureusement exacts.

Nous sommes dans le dernier quart du XII^e siècle, l'humble frère Guiot qui n'a jamais voulu être chevalier raconte à nouveau. Alors que mission remplie en France il entreprend son retour à Jérusalem pour reprendre sa place d'écuyer auprès du jeune roi Baudoin IV, il s'égare dans la lande bretonne. Soudain une lueur et c'est l'accueil simple et généreux du petit seigneur Ancelin de Mauléon. Guiot explique, c'est le temps où l'esprit des croisades qui soulevait les peuples entiers de l'Europe s'émousse ; le tombeau du Christ risque de tom-

ber aux mains de Saladin. Cette idée intolérable saisit et illumine Ancelin qui décide sur le champ de se croiser. Lui, ses deux enfants adolescents Renaud et Jeanne, quelques uns de ses laboureurs et bûcherons quittent tout pour Jérusalem où le vieil homme, le cœur en paix rendra l'âme à Dieu après avoir pu contempler le soleil se coucher sur la ville Sainte du Mont des Oliviers.

Jérusalem, capitale du royaume du même nom (2), aux mains énergiques de Baudoin IV, le roi lépreux, « *Baudoin le Mesel* », dont René Grousset dans sa monumentale histoire des croisades trace un admirable portrait. « *Son règne ne devait être qu'une lente agonie, mais une agonie à cheval, face à l'ennemi, toute raidie dans le sentiment de la dignité royale, du devoir chrétien et de la responsabilité de la couronne* ».

Baudoin le vainqueur de Saladin à Montgisard rentrait dans sa capitale sous les acclamations de la foule. Son regard croise celui de Jeanne de Mauléon, Jeanne qui, dès ce moment et jusqu'à l'ultime seconde, sera l'unique consolation du roi. Ce roman au style somptueux, véritable poème en prose consacré à l'amour fera sourire certains. Que s'abstiennent donc de le lire ceux pour qui l'amour est indissociable de ses manifestations les plus intimes et des

descriptions que l'on peut en faire, ceux pour qui la fidélité en amitié, le courage, le sacrifice, l'honneur sont des vertus à passer à la trappe, ceux qui hurleront à l'idée avancée qu'au XII^e siècle, se croiser, n'était pas nécessairement la manifestation de l'impérialisme avant la lettre.

Dans cette histoire, scandale ! Les hommes aiment les femmes - et réciproquement - les bons sont bons, les mauvais sont mauvais ; aucune ambiguïté dans les sentiments, les actes et les attitudes. Trop simple va-t-on penser et même sommaire dès lors que l'on ne s'engloutit pas, par pages entières, dans « l'épaisseur psychologique » des personnages et les méandres de leurs angoisses existentielles...

Ici, en dépouillant tout le reste, l'auteur va à l'essentiel, à l'amour le plus absolu et le plus sublime, tout simplement au don le plus total de soi pour l'autre. Baudoin et Jeanne le savent, ils se retrouveront dans l'au delà, leurs pauvres corps meurtris alors glorifiés.

Michel FONTAURELLE

(1) Georges Bordonove - « *Les lances de Jérusalem* » - Pygmalion - Prix franco : 125 F.

(2) Pour les lecteurs qui voudraient en savoir davantage : « *Les Croisades et le Royaume de Jérusalem* » de G. Bordonove - Pygmalion - prix franco : 180 F. Voir également l'article de Frédéric Aimard dans *Royaliste* n° 594.

Pour vos achats de livres :
ayez le bon réflexe !
faites appel à
notre service
librairie

Philippe de Villiers
démasqué !

Luc de Goustine

Coup de gueule
contre un valet de pique
À l'usage de ceux
qui l'aiment et de ceux
qui le détestent



*Ces pages vont
donner du fil à
retordre à ceux
qui adorent Phi-
lippe de Villiers.
Mais elles sur-
prendront aussi
ceux qui l'exè-
crent.*

*Dans ce pamphlet
documenté et insolent,
Luc de Goustine fait
tomber les masques
sous lesquels s'avance
le candidat à la prési-
dentielle qui sera peut-
être demain l'un des
chefs de file de la
droite française.*

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « *Coup de gueule contre un valet de pique* » au prix de 105 F franco.

Bulletin à retourner à
ROYALISTE, 17, rue des
Petits-Champs,
75001 Paris

Jeunes

Un ciel bleu-roi...

Grand beau temps ce samedi 11 mars, où jeunes pro-NAR et « proto »-NAR se sont retrouvés (presque) au complet pour une session où l'écoute disciplinée de Bertrand Renouvin et les interventions d'Hugues Bouchu, ont permis, aux uns, de réviser leurs classiques, aux autres de les découvrir avec intérêt.

La valeur de la monarchie parlementaire en termes d'équilibre et de continuité, son actualité sur la scène européenne et son intérêt pour la France contemporaine ont fait l'objet des principaux développements.

La réponse à d'autres questions a orienté la suite de la discussion :

- Le rôle-clef joué par le comte de Paris dans la crédibilité du projet royaliste ne saurait cependant esquiver une « question royale » à la française : l'aphonie de ses successeurs sur les grands problèmes de notre temps fragilise leur position de recours possible.

- Aussi, les giboulées sociales, morales ou institutionnelles appellent à prise de position. La NAR rappelle son attachement aux institutions de la V^e République, à la place-clef d'un chef d'État fort, en lien charnel avec le pays réel, pour sept ans au moins. Opposée au capitalisme international, la NAR dénonce la bêtise

et la violence des marchés, qui ont l'illégitime faculté de mettre à genou une politique économique nationale. L'État doit pouvoir réaffirmer son indépendance et sa puissance d'intervention sur le social.

- L'Union européenne, fondée sur l'économie et non sur la culture, n'a pas non plus la faveur de notre mouvement. Bornée aux structures technocratiques-administratives, l'Europe de Maastricht méconnaît la réalité historique du continent. Fidèle à son approche par le temps long, Bertrand rappelle qu'une nation millénaire ne peut admettre une Europe dont le fédéralisme tend aux velléités impériales. Or, la nation est exclusive de l'empire ; la construction de l'Europe doit se fonder sur de nouvelles bases.

Sur ces sujets notamment, la NAR est ouverte aux débats contradictoires, débats auxquels sont naturellement conviés les baigneurs de jeunesse !

Guillaume KOPP

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître. Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ».

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 5 avril - La « *France des hérissés* » ? Ceux qui ont assisté aux précédentes réunions autour de Gérard MILLER savent ce que l'expression signifie. Il l'expliquera à nouveau lors de cette nouvelle soirée en sa compagnie. Psychanalyste, maître de conférence à l'Université Paris VIII, Gérard Miller poursuivra avec nous son analyse de la France d'aujourd'hui, en évoquant des questions aussi diverses que l'affaire du sang contaminé, le cas Bernard Tapie, ou les dérives du spectacle télévisé.

● Mercredi 12 avril - Historien, sociologue, invité régulier de nos réunions, Pierre BITOUN poursuit une double réflexion sur le monde rural et l'écologie, et sur les élites de notre pays. Après avoir étudié dans un précédent ouvrage le train de vie de l'État et des élus, il dénonce la crise des élites et l'affaiblissement croissant de la citoyenneté. La démocratie française est-elle moribonde ? Telle est la question qui sera présentée et mise en débat.

Aidez-nous en
adhérant à la N.A.R.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Printemps de luttes

Qu'est-ce qui étonne, en ce début de printemps ? Certainement pas la tournure prise par la campagne présidentielle. Puisque deux candidats solidement campés, l'un à Matignon, l'autre au RPR, prétendaient à la même fonction, la logique de rivalité ne pouvait manquer de provoquer un combat impitoyable, marqué par les trahisons et les coups bas.

Que M. Balladur apparaisse enfin tel qu'il est - un conservateur rigide et maladroit, étranger au pays qu'il prétend diriger - n'est pas pour nous surprendre. Le cynisme de M. Pasqua, son comportement brutal et ses pratiques douteuses ne sont pas non plus d'une bouleversante nouveauté, mais ravivent chaque semaine l'indignation : ainsi le matraquage des militants de Droit au Logement à Toulouse, qui montre que l'appareil de surveillance des étrangers et de répression de la petite délinquance mis en place par le ministre de l'Intérieur peut facilement être utilisé pour juguler les révoltes sociales... Enfin, il était prévisible que Lionel Jospin ne parviendrait pas à troubler la scène de ménage entre MM. Balladur et Chirac, et à en distraire l'opinion publique qui perçoit, sous les invectives et les coups, un véritable débat sur nos orientations économiques et sociales.

On aurait tort de croire que cette situation trouble nous réjouit. Une classe politique affaiblie par ses rivalités meurtrières et discréditée par la multiplication des scandales est et sera inévitablement sanctionnée par les protestations populistes - voire par une nouvelle forme de fascisme. Qu'on ne s'en

prenne pas à ceux qui désignent le péril, mais à ceux qui le provoquent par leurs comportements hypocrites, irresponsables et (ou) délictueux.

De même, il est étrange de rejeter les critiques adressées aux dirigeants de l'industrie et de la banque soupçonnés de malversations diverses, sous prétexte qu'elles rappelleraient les diatribes gauchistes et les analyses marxisantes. Ce qui étonne en ce début de printemps, c'est l'ampleur de la corruption dans le monde des affaires, c'est la



malhonnêteté de plusieurs de ses éminences, c'est l'incompétence phénoménale de certaines sommités de la finance.

A qui la faute, si le monde patronal est en passe de connaître un discrédit plus grave que celui qui frappe la classe politique ? Aux commentateurs, qui ne sauraient pas mesurer leurs propos, ou à ces messieurs et à ces dames bien habillés qui accumulent mensonges et lâchetés, filouteries et manoeuvres crapuleuses ? Ce ne sont pas les plumes polémiques qui ont ruiné la réputation de M. Pineau-Valencienne, mais le fait qu'il se soit déshonoré en refusant de se rendre à la convocation de la

justice belge, contrairement à sa promesse. Ce n'est pas la magistrature française qui nuit à la réputation nationale et internationale d'Alcatel, mais le fait que M. Suard n'ait pas démissionné dès sa première mise en examen - comme n'importe quel ministre de droite ou de gauche. Chaque semaine ou presque, de nouvelles révélations et de nouvelles mises en examen révèlent la crise du capitalisme français et l'arrogance de ses dirigeants qui se sont crus au dessus de la morale et du droit, et qui, du haut de leur fortune, ont un mépris de fer pour leurs employés et pour ceux qu'ils appellent « les gens ».

Beaux débuts pour « l'entreprise citoyenne » chère à M. Gandois ! Tant que le patronat français n'aura pas fait le ménage dans ses propres rangs, nous n'y croiront pas. Et les grands patrons courent les mêmes risques que les dirigeants politiques : après les sanctions judiciaires, la sanction populaire - cette fois sous forme de grèves et de révoltes.

Car les Français ne forment pas le troupeau bête, aveugle et obéissant qu'on imagine dans la haute nomenklatura patronale. Ils savent établir la relation entre la croissance promise cette année (3,3 %) et le chômage persistant. Et ils savent comparer les profits tirés de cette croissance par quelques uns et le bas niveau des salaires. D'où les mouvements de revendication et de grève qui secouent le pays depuis quelques semaines, et qui sont en train de se durcir. Jusqu'à quel point ? Un mouvement d'ensemble est possible, mais il est certain qu'un replâtrage politique assorti de quelques mesures sociales au lendemain de l'élection présidentielle ne permettront pas d'éviter une conflagration. Les principaux candidats feraient bien de s'en aviser.

Bertrand RENOUVIN